



PARTNERSHIP AFRICA CANADA  
PARTENARIAT AFRIQUE CANADA

Le français suit:

Partnership Africa Canada  
Press Release: August 3, 2009

**ZIMBABWE'S BLOOD DIAMONDS NOT KEY TO ECONOMIC RECOVERY**  
**Suspending Zimbabwe from the Kimberley Process is Essential**

Five months after the release, in March 2009, of Partnership Africa Canada's report on the horrors behind Zimbabwe's diamond trade, [\*Zimbabwe, Diamonds and the Wrong Side of History\*](#), Partnership Africa Canada (PAC) welcomes the recommendation from the Kimberley Process (KP) Zimbabwe Review Mission team to suspend Zimbabwe from the KP, the world diamond regulatory body.

The recently publicized report of the Mission team confirmed the findings of PAC's report, including massive diamond smuggling and the murder of scores of artisanal diamond miners by the Zimbabwe military in October 2008 to gain control of the Marange diamond fields in eastern Zimbabwe. Revenues from Zimbabwe's diamonds are helping to prop up Robert Mugabe's repressive and violent regime and the military seem bent on keeping control of the Marange diamonds for their own personal needs, regardless of the needs of the local population.

PAC believes that diamonds will not be the linchpin of any economic revival in Zimbabwe. "Total diamond exports from Zimbabwe for the whole of 2008 were a mere US\$33 million, and therefore the necessary embargo by the KP on Zimbabwe's diamonds will not undermine any future economic recovery," says Bernard Taylor, Executive Director of Partnership Africa Canada. "Arguments to the contrary by Zimbabwe's political leaders that diamonds are key to Zimbabwe's economic revival, are based on deliberately inflated diamond production levels and are simply smoke and mirrors," he says.

PAC has been calling for the suspension of Zimbabwe from the Kimberley Process since December 2008, following the first reports of human right abuses, together with other indications that Zimbabwe had lost control of its diamond industry. "Without aiming to harm the country, suspension is one of the only tools the Kimberley Process has to encourage member countries to undertake the necessary reforms to meet the Kimberley Process Certification Scheme minimum requirements and thereby rejoin the world diamond regulatory body," argues Susanne Emond, of Partnership Africa Canada.

PAC also repeats its call for the Kimberley Process to develop a clear and actionable protocol on gross human rights abuse in the management of a member's diamond industry. "The onus is on the members of the Kimberley Process to take vigorous action to prevent tainted diamonds from entering the world's clean diamond stream," says PAC's Bernard Taylor. "Zimbabwe is the test for the Kimberley Process to show the world it cares about human rights and is working to keep consumer confidence in the purity of diamonds."

**/ End**

For further information, please contact:

Bernard Taylor: +1-613-237-6768 ext 3 (English and French)

Susanne Emond: +1-613-237-6768 ext 4 (English and French)

Note:

The Kimberley Process (KP) is a government-led rough diamond certification scheme created to halt and prevent the trade in conflict diamonds that led to the death and displacement of millions of people in Angola, Sierra Leone, DRC, Liberia and Côte d'Ivoire. Member states are required to pass national legislation and set up an import/export control system to implement the KP. Over 75 of the world's diamond producing, trading and manufacturing countries participate in the scheme.

Partnership Africa Canada is a Canadian non-governmental organization that has been involved in efforts to halt the trade in conflict diamonds since 1999. Our reports on conflict diamonds can be found at [www.pacweb.org](http://www.pacweb.org)

---

Partenariat Afrique Canada  
Communiqué de presse: le 3 août 2009

## **LES DIAMANTS DE SANG NE SONT PAS LA CLEF DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE DU ZIMBABWE**

### **La suspension du Zimbabwe du Processus de Kimberley est essentielle**

Cinq mois après la parution, en mars 2009, de son rapport sur les horreurs du commerce des diamants au Zimbabwe, [\*Zimbabwe, Diamonds and the Wrong Side of History\*](#), Partenariat Afrique Canada (PAC) se réjouit de la recommandation de l'équipe du Processus de Kimberley (PK) qui a mené la mission au Zimbabwe, de suspendre ce pays du PK, l'organisme mondial de réglementation des diamants.

Le rapport de mission de l'équipe, cité récemment dans des médias, confirme les conclusions du rapport de PAC, y compris l'importante contrebande de diamants et l'assassinat de plusieurs dizaines de mineurs artisanaux de diamants par l'armée du Zimbabwe en octobre 2008, lorsqu'elle a pris le contrôle des champs diamantifères de Marange, dans l'est du pays. Les revenus provenant des diamants du Zimbabwe aident à

soutenir le régime répressif et violent du gouvernement de Robert Mugabe, et les militaires semblent déterminés à garder le contrôle de la production de diamants de Marange pour combler leurs propres besoins, et ce sans tenir compte de ceux de la population locale.

Selon PAC, les diamants ne peuvent agir comme levier de la reprise économique du Zimbabwe. « La valeur totale des exportations de diamants du Zimbabwe pour l'ensemble de l'année 2008 n'a été que de 33 millions de dollars US, ce qui signifie que l'embargo par le PK sur les diamants du Zimbabwe n'empêcherait pas une éventuelle reprise économique, » dit Bernard Taylor, directeur général de Partenariat Afrique Canada. « Les arguments des dirigeants politiques du Zimbabwe voulant que les diamants soient la clef de la reprise économique du pays sont basés sur des chiffres de production de diamants délibérément gonflés et ne sont que de la poudre aux yeux, » dit-il.

PAC demande la suspension du Zimbabwe du Processus de Kimberley depuis décembre 2008, moment où les premiers rapports relatant les abus des droits de la personne ont été publiés, et où d'autres indications démontraient que le Zimbabwe avait perdu le contrôle de son industrie diamantifère. « Sans vouloir nuire au pays, la suspension est l'un des seuls outils que le Processus de Kimberley possède pour encourager ses pays membres à entreprendre les réformes nécessaires afin de satisfaire aux exigences minimales du système de certification du Processus de Kimberley, et ainsi se conformer afin de rejoindre de nouveau l'organisme mondial de réglementation des diamants, » soutient Susanne Emond, de Partenariat Afrique Canada.

PAC réitère aussi sa demande au Processus de Kimberley d'adopter et de mettre en place un protocole clair et efficace pour lutter contre les abus grossiers des droits de la personne commis par ses pays membres dans la gestion de leur industrie diamantifère. « Il incombe aux membres du Processus de Kimberley de prendre des mesures efficaces pour empêcher que les diamants « entachés » ne s'infiltrerent dans le flux des diamants « propres » du monde, » dit Bernard Taylor de PAC. « Le cas du Zimbabwe est un test pour le Processus de Kimberley qui doit démontrer au monde entier qu'il se soucie des droits de la personne et qu'il travaille dans le but de garder la confiance des consommateurs en la pureté de diamants. »

**/ Fin**

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à :  
Bernard Taylor : + 1-613-237-6768 poste 3 (français et anglais)  
Susanne Emond : + 1-613-237-6768 poste 4 (français et anglais)

Notes :

Le Processus de Kimberley (PK) est un système de certification des diamants bruts dirigé par des gouvernements et créé dans le but de prévenir et de mettre un terme au commerce des diamants de guerre qui ont mené à la mort et au déplacement de millions de personnes en Angola, en Sierra Leone, en RDC, au Libéria et en Côte d'Ivoire. Les États membres sont tenus d'adopter des législations nationales et de mettre en place un système

de contrôle des importations et des exportations qui permettent de mettre en œuvre le PK. Plus de 75 pays qui produisent et qui font le commerce des diamants participent à ce processus.

Partenariat Afrique Canada est une organisation non gouvernementale canadienne qui a été impliquée dans les efforts visant à enrayer le commerce des diamants de guerre depuis 1999. Vous trouverez tous les rapports de PAC sur les diamants à l'adresse suivante : [www.pacweb.org](http://www.pacweb.org)